

D É C I S I O N

QUÉBEC

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

D-2004-24

R-3492-2002

26 janvier 2004

PRÉSENTS :

M. Normand Bergeron, M.A.P., vice-président

M. Anthony Frayne, B. Sc. (Écon.), MBA

M^e Marc-André Patoine, B. A., LL.L.

Régisseurs

Hydro-Québec

Demanderesse

et

Liste des intervenants dont les noms apparaissent à la page suivante

Intervenants

Décision procédurale relative à la demande du Distributeur d'approuver, par une décision prioritaire à être rendue en cours d'instance, la modulation des tarifs domestiques, pour une application sur les tarifs 2004-2005 à compter du 1^{er} avril 2004

Demande relative à la détermination du coût du service du Distributeur et à la modification des tarifs d'électricité – Phase 3

Liste des intervenants :

- Association coopérative d'économie familiale de Québec (ACEF de Québec);
- Association de l'industrie électrique du Québec (AIEQ);
- Association des gestionnaires de parcs immobiliers en milieu institutionnel (AGPI);
- Association des redistributeurs d'électricité du Québec (AREQ);
- Association québécoise des consommateurs industriels d'électricité et Association des industries forestières du Québec (AQCIE/CIFQ);
- Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et Union des municipalités du Québec (FCEI/UMQ);
- Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ);
- Gazifère Inc. (Gazifère);
- Gazoduc TransQuébec & Maritimes Inc. (Gazoduc TQM);
- Grand Conseil des Cris (Eeyou Ishchee)/Administration régionale crie (GCC);
- Groupe de recherche appliquée en macroécologie (GRAME);
- Option consommateurs (OC);
- Regroupement national des Conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ);
- Société en commandite Gaz Métropolitain (SCGM);
- Stratégies énergétiques et Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (S.É./AQLPA);
- Union des consommateurs (UC);
- Union des producteurs agricoles (UPA).

1. CONTEXTE

Le 7 juillet 2003, la Régie de l'énergie (la Régie) rend sa décision D-2003-138 qui établit, notamment, l'ajout d'une Phase 3 à l'étude du dossier R-3492-2002. Celle-ci porte sur les modifications aux structures tarifaires et sur la révision des frais de service. Cette décision ordonne au Distributeur de déposer, au plus tard le 16 février 2004, une preuve complète couvrant les deux sujets reportés à la Phase 3.

Le 18 décembre 2003, le Distributeur propose de scinder en deux les types de frais de service prévus au Règlement 634¹ et de ne traiter, en Phase 3, que des frais de nature administrative. À la suite des commentaires reçus des intervenants, tous favorables à la proposition du Distributeur, la Régie, par voie d'une lettre de son Secrétaire adjoint du 14 janvier 2004, acquiesce à la demande du Distributeur de limiter la portée de ce sujet de la Phase 3.

Le 19 janvier 2004, le Distributeur dépose auprès de la Régie la requête introduisant la Phase 3 du présent dossier ainsi que les pièces de sa preuve portant sur les modifications aux structures tarifaires.

Les conclusions de la demande se lisent comme suit :

« **ACCUEILLIR** la présente demande;

MODIFIER, par une décision prioritaire à être rendue en cours d'instance, pour application le 1er avril 2004, la structure des tarifs domestiques, le tout conformément à la preuve présentée à la pièce HQD-2, Document 1 ;

APPROUVER les orientations du Distributeur en matière de structure tarifaire, le tout conformément à la preuve présentée aux pièces HQD-1, Documents 1 et 2 et HQD-2, Documents 1 à 5 ;

APPROUVER les frais de service à être présentés à la pièce HQD-3. »

Le 19 janvier 2004, la Régie adresse une lettre aux participants leur demandant de soumettre leurs commentaires sur la procédure à suivre pour donner suite à la demande du Distributeur. La Régie oriente la consultation en proposant de traiter ce sujet par audience publique sur dossier selon un calendrier qui lui permettrait de rendre une décision en temps opportun pour une application, le cas échéant, à compter du 1^{er} avril 2004.

¹ Conditions de service d'électricité prévues au Règlement 634 sur les conditions de fourniture de l'électricité (le Règlement 634), modifié par les décisions D-2001-60, D-2001-259, D-2002-207, D-2002-261 et D-2003-23.

Les 22, 23 et 26 janvier 2004, la Régie reçoit des participants les commentaires sollicités.

2. OPINION DE LA RÉGIE

De façon générale, la Régie constate que la demande de décision prioritaire du Distributeur et le traitement accéléré qui en découle ne font pas l'unanimité chez les intervenants. La plupart des intervenants souhaitent que la Régie tienne une audience orale et qu'elle établisse un calendrier qui leur permette les délais habituels requis pour faire valoir leurs observations et argumentations.

La Régie prend note que la proposition du Distributeur de moduler, le cas échéant, pour les clients des tarifs domestiques, les hausses tarifaires en fonction du niveau de consommation soulève des enjeux importants et son application aurait des répercussions sur un grand nombre de clients du Distributeur. Le cas échéant, l'adoption d'un tel principe aurait des impacts à long terme sur la structure tarifaire d'Hydro-Québec.

Dans ce contexte, la Régie juge approprié de poursuivre l'étude de la Phase 3 du présent dossier selon la procédure habituelle. Les modalités seront communiquées ultérieurement dans une décision procédurale, à la suite d'une consultation des participants. La Régie soumettra aux participants un projet de calendrier, lorsque l'ensemble de la preuve du Distributeur aura été déposé.

VU ce qui précède;

CONSIDÉRANT la *Loi sur la Régie de l'énergie*²;

² L.R.Q., c. R-6.01.

La Régie de l'énergie :

REJETTE la demande du Distributeur de traiter de façon prioritaire, pour application à compter du 1^{er} avril 2004, la modification de la structure des tarifs domestiques, mais **MAINTIENT** ce sujet à l'étude lors de la Phase 3, selon la procédure habituelle.

Normand Bergeron
Vice-président

Anthony Frayne
Régisseur

Marc-André Patoine
Régisseur

Liste des représentants :

- Association coopérative d'économie familiale de Québec (ACEF de Québec) représentée par M. Vital Barbeau et M. Richard Dagenais;
- Association de l'industrie électrique du Québec (AIEQ) représentée par M. Jacques Marquis;
- Association des gestionnaires de parcs immobiliers en milieu institutionnel (AGPI) représentée par M. Gilbert Desmarais;
- Association des redistributeurs d'électricité du Québec (AREQ) représentée par M^e Marie-Claude Perron;
- Association québécoise des consommateurs industriels d'électricité et Conseil de l'industrie forestière du Québec (AQCIE/CIFQ) représenté par M^e Guy Sarault;
- Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et Union des municipalités du Québec (FCEI/UMQ) représenté par M^e André Turmel;
- Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ) représentée par M^e Pierre Bérubé;
- Gazifère Inc. (Gazifère) représentée par M^e Louise Tremblay;
- Gazoduc TransQuébec & Maritimes Inc. (Gazoduc TQM) représentée par M. André Beaulieu;
- Grand Conseil des Cris (Eeyou Ishchee)/Administration régionale crie (GCC) représenté par M^e Johanne Mainville;
- Groupe de recherche appliquée en macroécologie (GRAME) représenté par M. Razi Shirazi et M. Jean-François Lefebvre;
- Hydro-Québec représentée par M^e Éric Fraser et M^e Jacinte Lafontaine;
- Option consommateurs (OC) représentée par M^e Yves Fréchette;
- Regroupement national des Conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ) représenté par M^e Pierre Tourigny;
- Société en commandite Gaz Métropolitain (SCGM) représentée par M^e Jocelyn B. Allard;
- Stratégies énergétiques et Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (S.É./AQLPA) représenté par M^e Dominique Neuman;
- Union des consommateurs (UC) représentée par M^e Claude Tardif;
- Union des producteurs agricoles (UPA) représentée par M^e Marie-Andrée Hotte;
- M^e Richard Lassonde pour la Régie de l'énergie.